ATELIER 2

L'ÉCONOMIE POLITIQUE INTERNATIONALE, UNE DISCIPLINE ENTRE SCIENCE POLITIQUE ET SCIENCE ÉCONOMIQUE

Lahouari ADDI, IEP de Lyon, CNRS UMR 5206 Triangle
Josepha LAROCHE, Université Paris I Panthéon-Sorbonne

Les relations internationales ont connu de profonds bouleversements structurels ces dernières années, au point qu'il est apparu difficile de les comprendre, a fortiori de les contrôler. A cette nouvelle donne empirique, doit donc correspondre de nouveaux outils conceptuels. En effet, il semble désormais indispensable d'élaborer des cadres d'analyse qui permettent de rendre lisible cette complexité défiant à présent l'observateur.

D'autant que ni la science économique, ni la science politique ne sauraient légitimement rendre compte à, elles seules, de ce « retournement du monde ». L'économie politique internationale (EPI) est précisément issue de ce constat. Partant de la nécessaire complémentarité établie et reconnue entre ces deux disciplines, elle propose une nouvelle posture épistémologique - fondée sur l'interdisciplinarité - permettant de mieux comprendre l'état du monde. Ainsi, a-t-elle pour objet d'aborder les interactions complexes existant entre les innombrables acteurs (États, firmes, organisations internationales, ONG, mafias, individus en réseaux) et d'évaluer leurs capacités respectives à définir au plan mondial les règles du jeu économique, social et politique. De même, cherche-t-elle à mettre en évidence les compromis passés par l'ensemble de ces autorités pour en tirer des éléments de réflexion propres à repenser la notion d'engagement politique. Après la publication de plusieurs travaux précurseurs (Susan Strange, Robert Gilpin), l'EPI s'institutionnalise à partir des années soixante-dix et bénéficie depuis d'une large reconnaissance dans les pays anglo-saxons où elle y dispose de ses propres filières universitaires, diplômes, revues, associations. En revanche, force est de constater que cette discipline demeure encore assez méconnue en France. Quelle que soit la diversification des travaux d'EPI, ces derniers ont pour commun dénominateur de vouloir prendre en compte et d'associer dans une même réflexion l'économique et le politique. Cependant, la richesse des paradigmes qui en résultent fait apparaître des visions du monde suffisamment différentes pour que l'on puisse distinguer parmi eux plusieurs courants bien constitués (néo-réaliste, néo-marxiste, transnationaliste).

L'atelier visera principalement à attirer l'attention sur l'importance de tels débats en vue d'encourager les politistes à occuper davantage ce terrain de recherche.

PROGRAMME

■ Josepha LAROCHE, Université Paris I Panthéon-Sorbonne,
« L'École anglaise d'Économie Politique Internationale ».

■ Lahouari ADDI, IEP de Lyon,
« L'économie Politique Internationale : une alternative au réalisme ».

■ Jean COUSSY, EHESS, Paris,
« L'Économie Politique Internationale des nouvelles instabilités et insécurités ».

■ Daniel DUFOURT, IEP de Lyon,
« La politique des économistes et l'économie des politistes à travers l'analyse des crises financières des vingt dernières années ».

■ J.C. GRAZ, Université de Lausanne,
« L'Économie Politique Internationale face aux hybrides de la mondialisation ».

RÉSUMÉS

■ Josepha LAROCHE, Université Paris I Panthéon-Sorbonne,
« L'École anglaise d'Économie Politique Internationale ».

Cette contribution reviendra en premier lieu sur l'œuvre pionnière de Susan Strange pour en montrer la spécificité, notamment la distinguer des travaux néo-réalistes (cf., par exemple ses échanges avec le politiste américain Robert Gilpin) et en souligner la dimension critique (cf., sa lecture sans concessions de la théorie des régimes avancée par John Ruggie, Stephen Krasner ou Robert Keohane). Il s'agira également de mettre en relief le cadre d'analyse proposé et les pistes de recherche empruntées ou préconisées pour construire les outils conceptuels nécessaires à une meilleure compréhension du processus de mondialisation de l'économie de marché. Enfin, en second lieu, l'intervention fera le point sur les publications récentes de chercheurs se réclamant des mêmes orientations.

■ Lahouari ADDI, IEP de Lyon,
« L'économie Politique Internationale : une alternative au réalisme ».

Le courant dominant la discipline des relations internationales - le réalisme - a atteint ses limites dans les années soixante-dix après, entre autres, la défaite américaine au Vietnam qui a montré que la puissance n'était pas seulement militaire et que l'intérêt national n'est pas garanti par la seule force armée. De nombreux auteurs soulignent que la vision d'une scène mondiale composée de souverainetés belliqueuses entretenant des relations régulées par le rapport de force physique (balance of power) ne rend pas compte des fondements de l'hégémonie. Dans cette perspective, l'EPI, dont l'objet est la politique des États pour contrôler les flux économiques mondiaux, a donné une nouvelle jeunesse au réalisme. L'hypothèse de rapports mondiaux structurellement conflictuels a émigré du terrain militaire vers le terrain économique où la guerre semble faire rage entre de prétendus alliés politiques : les États-Unis, l'Europe, le Japon... La communication tentera de montrer en quoi l'EPI sert le réalisme et en quoi elle le contredit.

■ Jean COUSSY, EHESS, Paris,

« L'Économie Politique Internationale des nouvelles instabilités et insécurités ».

Au cours des dernières années l'économie internationale a enregistré une évolution très différenciée des instabilités et des insécurités économiques et politiques. Et, plus encore, de l'importance relative accordée à ces instabilités et insécurités. Les opinions publiques, les analystes et les décideurs ont modifié leurs représentations des risques et leurs évaluations de leurs coûts/avantages. Les politiques publiques ont été contraintes ou incitées à modifier leurs priorités en matière de prise de risques, de prévention des instabilités, de création ou de suppression de filets de sécurité, d'indemnisations des perdants et de sanctions contre certains des gagnants. Certaines sécurités et stabilités ont même été abandonnées pour accorder des moyens à d'autres sécurités et à d'autres stabilités. Il est du rôle de l'EPI de repérer ces déplacements des priorités ressenties et des priorités donnant lieu à des régulations. Celles-ci sont marchandes ou non marchandes et elles sont nationales ou, de plus en plus souvent internationales. On assiste à des redéfinitions des biens publics nationaux ou plurinationaux, à des changements de spécialisation internationale, à des jeux de pouvoir ou à des coopérations. En fait, et c'est ceci qui importe, tous les chapitres de l'EPI sont affectés, parfois en quelques années, par ces nouvelles insécurités et instabilités. On s'efforcera de faire un premier repérage de l'étendue et de l'intensité de ces mutations en développant deux exemples : la montée des préoccupations de sécurité publique (extérieure et intérieure) et l'acceptation (souvent moins affichée) de la baisse de certaines insécurités économiques.

■ Daniel DUFOURT, IEP de Lyon,

« La politique des économistes et l'économie des politistes à travers l'analyse des crises financières des vingt dernières années ».

L'analyse des crises financières au sein de l'Économie Politique Internationale fait apparaître deux tendances non nécessairement concurrentes : celle des économistes (c'est-à-dire qui se revendiquent comme tels) et celle des politistes. Les économistes considèrent que leurs analyses des problèmes politiques soulevés par l'existence et la récurrence des crises financières les conduit à mettre l'accent sur les déséquilibres dans la hiérarchie des pouvoirs que provoque la mobilité accrue des capitaux et sur les problèmes de changement de gouvernance au niveau du système financier international. Les politistes considèrent pour leur part que leurs analyses en termes d'économie politique internationale les conduisent sur le plan de l'analyse économique à mettre en valeur les articulations complexes et contradictoires entre aspects domestiques et aspects internationaux des crises financières. Nous montrerons que, paradoxalement, ce ne sont pas dans leurs domaines initiaux de compétence disciplinaire, que leurs apports sont les plus probants. Ainsi les politistes en s'interrogeant sur les manifestations du pouvoir monétaire mettent en évidence des aspects essentiels des crises que leurs développements raffinés sur les interactions entre le national et le global avaient tendance à laisser de côté. De même, les économistes sont beaucoup plus performants dans leurs analyses des processus de déclenchement et de propagation des crises que dans leurs propositions relatives à la réforme du système de gouvernance. Les raisons de cet état de fait sont doubles : d'une part une certaine extériorité de certains concepts (ainsi la conceptualisation de la nature du pouvoir monétaire trop rabattue sur les concepts classiques de la science politique chez les politistes et l'incapacité des

économistes à articuler analyse politique et analyse économique dans les explications de la genèse des crises financières), d'autre part une insuffisance de l'économie politique internationale elle-même qui ne parvient pas à conceptualiser les effets d'asymétries et de domination.

■ J.C. GRAZ, Université de Lausanne,
« L'Économie Politique Internationale face aux hybrides de la mondialisation ».

L'économie politique internationale a été un des premiers champs d'étude à conceptualiser les enjeux de la mondialisation. En réponse aux discours exaltés sur la perte de pouvoir des États face à la toute puissance des marchés, les analyses réalistes ont vite rappelé que les États sont loin d'avoir perdu leur pouvoir et demeurent des acteurs de premier plan. Dans le prolongement d'une longue tradition des relations internationales, elles réaffirmaient ainsi leur aptitude à conseiller le Prince. Les travaux issus de la tradition critique de l'économie politique ont de leur côté contesté la possibilité même de fixer a priori la prédominance de l'État ou du marché, du privé ou du public, du national ou du transnational. Considérant que les sphères économique et politique sont intrinsèquement liées, ils explorent les contingences sociales et historiques qui définissent les modalités de ces liens, ainsi que les structures contraignantes qui canalisent les possibilités de changement social dans le monde contemporain. Ce débat a donné lieu à une nouvelle génération de travaux s'efforçant d'élargir le champ d'analyse. Pour appréhender l'influence politique d'un ensemble plus vaste d'acteurs et de mécanismes de transformation à l'échelle planétaire, le qualificatif d'hybride revient à de nombreuses reprises, mais n'est jamais spécifiquement conceptualisé. Dans cette contribution, la notion d'hybride de la mondialisation cherche dans un premier temps à prendre acte de la difficulté des approches en termes de gouvernance à fournir une explication cohérente du pouvoir consacré par l'émergence des acteurs non étatique sur la scène mondiale. Dans un deuxième temps, il s'agira d'expliquer en quoi le terme d'hybride peut contribuer de façon spécifique au débat sur la mondialisation. En se fondant sur l'analyse anthropologique des mythes, il apparaît que la figure de l'hybride explicite à la fois l'ambiguïté ontologique entre réel et imaginaire des phénomènes auxquels renvoie le débat sur la mondialisation, et l'ambivalence émotionnelle pouvant émaner des sentiments d'attraction et de répulsion nourris à l'égard de la mondialisation. La contribution cherchera dans un troisième temps à spécifier les catégories à partir desquelles analyser la rupture que supposent les hybrides de la mondialisation dans les modalités d'organisation de l'économie politique mondiale contemporaine. La démarche proposée intègre les sujets investis d'autorité, les objets concernés et l'espace de leur déploiement.